



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/193/Add.5
12 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOI.

Quarante-sixième session

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION SUPPLEMENTAIRE A L'ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-SIXIEME SESSION

NECESSITE DE LEVER LE BLOCUS ECONOMIQUE, COMMERCIAL ET FINANCIER
APPLIQUE A CUBA PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Lettre datée du 10 septembre 1991, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de Cuba auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre que vous a adressée le révérend Raúl Suárez Ramos, Directeur du Centro Memorial Dr Martín Luther King Jr. (Centre établi à la mémoire de Martin Luther King Jr.), qui touche le blocus économique appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique et que je considère devoir être portée à la connaissance des représentants des Etats Membres (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Ricardo ALARCON de QUESADA

ANNEXE

Lettre datée du 29 août 1991, adressée au Secrétaire général par
le Directeur du Centro Memorial Dr. Martin Luther King Jr.

Etant donné la mission sacrée confiée par tous les peuples épris de paix et de justice à l'Organisation des Nations Unies, et parce que l'Organisation constitue une tribune internationale qui pourrait rendre possible l'édification d'un monde de relations fraternelles entre les nations, je m'adresse à vous, en ma qualité de Directeur du Centro Memorial Dr. Martin Luther King Jr. (Centre créé à la mémoire de Martin Luther King Jr.).

Depuis plus de 30 ans, notre peuple souffre des conséquences du blocus économique, commercial et financier appliqué par les gouvernements successifs des Etats-Unis d'Amérique. Ces blocus et les constantes pressions exercées pour imposer un certain critère politique blessent notre conscience chrétienne et les convictions éthiques qui sont les nôtres, nous les fidèles de Jésus-Christ, Notre Seigneur. Il n'y a aucune raison morale pour approuver la violation du droit d'un pays, aussi petit soit-il, parce qu'il possède un système politique différent.

Nous faisant l'écho du sentiment général de notre peuple chrétien, nous demandons à l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session d'examiner la question de ces mesures discriminatoires et de prendre les dispositions nécessaires pour y mettre fin.
